



Université Paris Nanterre
UFR Langues et cultures étrangères
Master 2 - Études russes et post-soviétiques

Rapport de stage

Effectué au sein de l'Association pour l'Amitié Nanterre Veliki-
Novgorod

Présenté par :

Meriem Bouabdallah

Sous la direction de :

M. Jean-Robert Raviot
Mme Anne le Huérou

Maître de stage :

Mme Nathalie Barbry

Septembre 2025

Remerciements

En premier lieu, j'exprime ma profonde gratitude à ma tutrice de stage, Madame Nathalie Barbry, pour m'avoir accueillie au sein de l'Association pour l'Amitié Nanterre – Veliki-Novgorod. Ses conseils avisés, son accompagnement attentif et ses encouragements constants ont été déterminants pour la conduite et l'aboutissement de ce travail.

Je souhaite également remercier l'ensemble de mes enseignants du Master *Études russes et post-soviétiques* de l'Université Paris Nanterre, en particulier Madame Anne Le Huérou et Monsieur Jean-Robert Raviot, pour la richesse de leur enseignement et pour le soutien bienveillant dont ils m'ont fait bénéficier tout au long de mon parcours.

Enfin, j'adresse mes remerciements à toutes celles et à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce stage et de ce mémoire.

Introduction

Réaliser un stage au sein d'une association d'amitié franco-russe en 2025 n'a rien d'anodin. La pandémie de Covid-19 avait déjà mis à l'arrêt les mobilités et gelé de nombreux projets internationaux ; la guerre en Ukraine, quant à elle, a rendu toute coopération avec la Russie particulièrement sensible. Dans ce climat, plusieurs communes françaises ont suspendu ou rompu leurs jumelages avec des villes russes, tandis que d'autres ont affirmé leur solidarité avec l'Ukraine en signant de nouveaux jumelages. Le cas du jumelage entre Nanterre et Veliki-Novgorod, initié dans les années 1970 et toujours en vigueur aujourd'hui, s'inscrit dans ce paysage contrasté. Si les échanges concrets se sont progressivement espacés, un lien symbolique et mémoriel continue néanmoins de subsister.

C'est dans ce contexte que j'ai effectué mon stage à l'Association pour l'Amitié Nanterre Veliki-Novgorod. Ma mission principale a été de préparer une exposition commémorative retraçant plus de cinquante ans d'histoire du jumelage, à partir d'un travail original de recherche dans les archives et de collecte de témoignages. Si j'ai pu organiser ce travail de manière largement autonome, je l'ai toujours mené en lien étroit avec ma tutrice, dont l'accompagnement a guidé mes choix et structuré ma démarche. L'association, qui fonctionne aujourd'hui avec des ressources modestes et l'engagement de quelques bénévoles, demeure ainsi le relais essentiel du jumelage et conserve une légitimité symbolique forte, notamment parce qu'elle porte la mémoire d'un lien vieux de plus d'un demi-siècle.

Mon choix n'était pas d'abord porté par une vocation affirmée pour la médiation culturelle, mais plutôt par la disponibilité de ce stage et sa cohérence avec mon parcours universitaire. Ce qui apparaissait au départ comme une solution de circonstance s'est toutefois transformé en une expérience formatrice, en m'ouvrant à un domaine que je connaissais peu : la valorisation patrimoniale et la médiation culturelle.

Au départ, j'abordais ce stage avec une certaine réserve, doutant de la forme qu'il prendrait. Finalement, les conditions de travail se sont révélées favorables, l'accès aux sources s'est avéré fluide, et j'ai reçu un accueil bienveillant de la part des institutions et des témoins sollicités. Enfin, les archives et les témoignages se sont accumulés, me permettant de dépasser la simple collecte documentaire pour engager une réflexion plus large sur les jumelages franco-soviétiques, leur évolution et leur place dans la diplomatie des villes.

Ce mémoire est donc à la fois un rapport de stage et un mémoire analytique. Il rend compte des missions réalisées, de la méthodologie adoptée et des résultats concrets, tout en proposant une

réflexion sur le sens et la trajectoire du jumelage Nanterre–Veliki-Novgorod, replacée dans le contexte des jumelages franco-soviétiques / russes et du climat géopolitique actuel.

Ce travail s'organise autour d'une interrogation principale : comprendre comment le jumelage entre Nanterre et Veliki-Novgorod est passé d'une coopération active à une relation surtout symbolique, et pourquoi il perdure encore en 2025 malgré les crises.

Pour répondre à cette question, j'ai décidé de structurer ce mémoire en trois parties : d'abord une mise en contexte historique et théorique sur les jumelages et leurs enjeux ; ensuite une analyse du cas Nanterre – Veliki-Novgorod et enfin un retour sur mon stage, ses missions et ses apports, à travers la préparation de l'exposition commémorative.

Chapitre I

1 - Jumelages

1.a - Jumelages : définition et origines

Le jumelage désigne une forme institutionnalisée de partenariat entre deux collectivités locales de pays différents. Il se concrétise par une charte ou un serment d'amitié signé par les maires, qui engage les deux parties à développer des échanges humains, culturels, éducatifs et, dans certains cas, économiques. La première génération de jumelages concerne surtout des villes françaises et allemandes qui, après s'être affrontées, cherchent à dépasser le traumatisme de la guerre par des liens durables entre habitants. Le pacte entre Montbéliard et Ludwigsburg¹, amorcé en 1950 et officialisé en 1962, illustre cette logique : il s'agissait d'inscrire la paix dans le quotidien des citoyens plutôt que de la laisser au seul domaine de la diplomatie d'État

Le Conseil des communes d'Europe, créé en 1951, joue un rôle décisif dans la diffusion et la structuration de la pratique. Il fournit aux municipalités un cadre commun, en diffusant des modèles de chartes, en organisant des rencontres internationales et en encourageant la multiplication des jumelages, notamment entre villes françaises et allemandes.

Dès l'origine, le jumelage combine une double dimension : politique, en participant à la construction européenne et au rapprochement des nations ; sociale et culturelle, en favorisant la compréhension mutuelle par des rencontres scolaires, sportives ou culturelles.

Cette double dimension amène à considérer le jumelage comme une « tradition inventée »² c'est-à-dire comme un rituel destiné à inscrire l'idée de paix dans la mémoire collective. Les règles de base sont rapidement fixées : signature solennelle d'une charte entre maires, cérémonies publiques, échanges réguliers pour symboliser la réciprocité. Le vocabulaire employé — « pacte », « serment d'amitié », « fraternité entre les peuples » — renvoie à un registre quasi sacré, en écho aux drames de la guerre encore proches. Ces rituels ont pu être

¹*Le service éducatif pour les écoles primaires des Archives municipales de Montbéliard.* "Montbéliard, Ludwigsburg : deux villes au cœur d'un jumelage." *Culture Humaniste*, no. 2, Janv. 2017

²Hobsbawm, Eric, et Terence Ranger, éd. *The Invention of Tradition*. Cambridge, Université de Cambridge, Press, 1983

interprétés comme de véritables « rites civiques » (Lagroye, 1994), donnant au jumelage une visibilité politique et l'ancrant dans la mémoire collective européenne.

Né comme symbole de paix et instrument de rapprochement entre peuples, le jumelage devient rapidement un outil politique et diplomatique mobilisé par les forces municipales et partisans.

1.b - Jumelages : un outil politique et diplomatique

Derrière l'affichage de fraternité, les jumelages prennent rapidement une dimension politique affirmée. Ils deviennent une forme de diplomatie municipale qui, tout en échappant partiellement aux circuits étatiques traditionnels, s'inscrit pleinement dans les rapports de force de la Guerre froide³.

En Europe occidentale, la pratique est investie par différents courants politiques. Les fédéralistes européens, proches du Mouvement républicain populaire, principal parti démocrate-chrétien en France dans les années 1950, y voient un moyen de construire une Europe unie « par le bas », c'est-à-dire par l'action des villes et des citoyens plutôt que par les seuls accords intergouvernementaux. Les socialistes et les communistes municipaux, notamment en France et en Italie, en font un instrument de diplomatie parallèle : manifester un engagement pour la paix tout en inscrivant l'action locale dans un horizon internationaliste⁴.

Dans les années 1950, plusieurs municipalités françaises dirigées par le Parti communiste français s'orientent vers l'Est et concluent des jumelages avec des villes soviétiques, affirmant une ouverture internationale distincte de la ligne diplomatique française. À l'inverse, les villes administrées par les gaullistes, attachés à une vision nationale et souverainiste, ou par les démocrates-chrétiens, favorables à l'intégration européenne, privilégient des partenariats avec l'Allemagne ou l'Italie, inscrivant leur action dans une logique occidentale.

Cette appropriation différenciée fait du jumelage un terrain de rivalité politique. Les jumelages ne sont jamais neutres : derrière le discours de paix se dessinent des choix idéologiques⁵. Dans de nombreux cas, conclure un accord avec une ville soviétique revient à afficher une volonté de dialogue Est-Ouest et une proximité avec le camp socialiste ; refuser un tel partenariat signifie au contraire se situer clairement dans le camp occidental et atlantiste. Cependant,

³ Paquin, Stéphane. *La paradiplomatie : Les relations internationales des régions*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2004.

⁴ Wolikow, Serge, éd. *Les jumelages de villes : histoire et enjeux*. Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2010.

⁵ Vion, Antoine. « La diplomatie des villes. » *Critique internationale*, vol. 1, no. 1, 1998, pp. 69-83.

certains jumelages trouvent leur justification dans une mémoire de guerre partagée, ce qui leur confère une portée davantage commémorative que strictement idéologique.

Les jumelages relèvent ainsi d'une logique de soft power⁶ : la culture, la jeunesse et la mémoire deviennent des vecteurs d'influence. Les cérémonies de fraternité, les voyages et les échanges apparaissent comme des instruments de légitimation symbolique, mais aussi comme des signes lisibles dans la confrontation idéologique globale.

1.c - Les jumelages franco soviétiques

Les jumelages franco-soviétiques occupent une place particulière dans l'histoire des partenariats municipaux. Alors que la plupart des jumelages conclus après 1945 associaient villes françaises et allemandes dans une logique de réconciliation européenne, ceux établis avec l'Union soviétique relevaient d'autres dynamiques. Le plus souvent, ils étaient portés par des municipalités communistes, qui y voyaient une manière d'affirmer localement leur engagement internationaliste et leur proximité avec le camp socialiste. Mais certains reposaient avant tout sur la mémoire de guerre, où l'hommage aux sacrifices partagés durant la Seconde Guerre mondiale l'emportait sur l'affirmation idéologique.

Ils apparaissent à la fin des années 1950, avec le jumelage pionnier entre Dijon et Volgograd (ex-Stalingrad) en 1959, conclu en hommage à la résistance commune face au nazisme⁷. Ce premier geste illustre l'articulation entre mémoire de guerre et ouverture diplomatique vers l'Est.

Sous l'impulsion de l'Association France-URSS (1945-1992) et de sa société sœur soviétique URSS-France (1945-1991), le mouvement prend de l'ampleur dans les années 1970, au moment de la détente internationale. Environ soixante jumelages sont alors créés, souvent portés par des municipalités communistes⁸ de la « ceinture rouge » francilienne, mais aussi par des élus désireux de prolonger à l'échelle locale l'amitié franco-soviétique. Ces partenariats reposaient sur des échanges culturels, éducatifs et sportifs, mobilisant aussi bien les élus que les associations locales : enseignants, sections de France-URSS, organisations de jeunesse ou

⁶ Nye, Joseph S. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York, PublicAffairs, 2004.

⁷ Wolikow, Serge, éd. *Les jumelages de villes : histoire et enjeux*. Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2010.

⁸ Marrel, Guillaume. « Dijon-Volgograd et la mémoire de guerre : un jumelage pionnier. » Communication, années 2000.

syndicats. Leur mise en œuvre supposait une logistique importante : organisation de délégations officielles, délivrance de visas collectifs, recours à des interprètes, accueil par des familles⁹

Ces initiatives prenaient place dans le contexte plus large de la Guerre froide. Alors que les relations entre Paris et Moscou restaient marquées par la méfiance, les jumelages offraient un canal de dialogue Est-Ouest à l'échelle municipale. Pour l'URSS, ils répondaient aussi à une logique de désenclavement : multiplier les contacts directs avec l'Europe de l'Ouest pour projeter l'image d'un pays ouvert et pacifique.

Ils reposaient donc sur une tension constante. Pour les autorités soviétiques, ils constituaient un outil de diplomatie culturelle, mobilisant la jeunesse, la mémoire et les échanges artistiques comme vecteurs d'influence. Pour les municipalités françaises, ils représentaient à la fois un geste de paix et, dans le cas des villes communistes, une affirmation politique locale. Mais certains partenariats relevaient d'abord d'un registre mémoriel : ils mettaient en avant une histoire de guerre partagée et donnaient lieu à des commémorations, au-delà des clivages idéologiques.

Quelques exemples en soulignent la diversité. Le jumelage Dijon–Volgograd (ex-Stalingrad), initié par une figure gaulliste, montre que la mémoire héroïque de Stalingrad pouvait transcender les divisions partisans. Celui de Tulle–Smolensk, signé en 1981, s'appuyait sur une histoire marquée par les massacres de la Seconde Guerre mondiale.

Ces expériences rappellent que les jumelages franco-soviétiques ne se réduisaient pas à des instruments de propagande. Ils s'enracinaient aussi dans des dynamiques locales : mémoire partagée de la guerre, militantisme pour la paix, curiosité culturelle¹⁰. C'est cette pluralité de significations - entre stratégie politique, geste mémoriel et expérience citoyenne - qui explique leur originalité et leur longévité. Certains ont même survécu à la disparition de l'URSS pour se poursuivre sous la forme de jumelages franco-russes.

La dynamique des jumelages franco-soviétiques ne peut toutefois se comprendre sans évoquer le rôle central joué par l'Association France–URSS et son homologue soviétique, qui en étaient les piliers

⁹ Defrance, Corine. « Les jumelages franco-allemands. » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 95, 2007, pp. 89-102. Presses de Sciences Po.

¹⁰ Wolikow, Serge, éd. *Les jumelages de villes : histoire et enjeux*. Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2010.

2 - France–URSS et URSS–France : acteurs des jumelages

2.a - Naissance et missions de l'Association France–URSS

L'Association France–URSS est fondée en janvier 1945 à Paris, dans le sillage du traité d'alliance signé entre De Gaulle et Staline le 10 décembre 1944. Au sortir de la guerre, l'Union soviétique jouit en France d'un certain prestige en raison de son rôle décisif dans la défaite de l'Allemagne nazie. La création d'une organisation d'amitié entre les deux peuples apparaît alors naturelle et légitime, hommage à l'alliance de guerre, mais aussi gage de paix pour l'avenir¹¹

Le congrès fondateur de 1945, présidé par Paul Langevin, membre du Parti communiste français à partir de 1944, et vice présidé par Fernand Grenier, dirigeant du Parti communiste français, illustre la double nature de l'association. D'un côté, elle se présente comme une organisation pluraliste, ouverte à « tous les Français, quelles que soient leurs opinions », et proclamant pour objectif de « favoriser, dans l'intérêt de la nation et de la paix, la connaissance mutuelle et la coopération amicale des deux pays ». De l'autre, la forte présence de dirigeants communistes et le soutien explicite du Parti communiste français l'ancrent très tôt dans un espace de militantisme pro-soviétique.

Dans ses statuts et ses publications, France–URSS met en avant des objectifs consensuels : développer les échanges culturels et éducatifs, renforcer la connaissance mutuelle, promouvoir la coopération et contribuer au maintien de la paix internationale. Elle se veut un relais de la « diplomatie des peuples », c'est-à-dire une diplomatie parallèle qui cherche à rapprocher les sociétés par l'initiative citoyenne, en dehors des canaux étatiques¹²

Ainsi, la création de France–URSS reflète à la fois une dynamique internationale, l'affirmation d'une diplomatie culturelle parallèle soviétique, et un contexte national favorable, l'aura soviétique de l'immédiat après-guerre et la puissance militante du PCF. Ses objectifs officiels relèvent du rapprochement culturel et de la paix, mais son existence met en évidence dès l'origine une tension constitutive entre ouverture universaliste et alignement idéologique.

¹¹ Defrance, Corine. « Les jumelages franco-allemands. » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 95, 2007, pp. 89-102. Presses de Sciences Po.

¹²Marrel, Guillaume. « Dijon–Volgograd et la mémoire de guerre : un jumelage pionnier. » *Communication*, années 2000.

2.b - Activités et rôle social

À partir de 1945, France–URSS déploie une large gamme d’activités destinées à incarner concrètement l’amitié franco-soviétique. L’association organise des voyages collectifs en URSS, souvent présentés comme des « voyages d’étude » pour enseignants, ouvriers ou étudiants, et reçoit en retour des délégations soviétiques. Encadrés par des guides et des interprètes, ces séjours mettaient en avant la modernisation industrielle, la culture populaire ou encore la mémoire héroïque de la guerre.

La diffusion de la langue russe et de la culture soviétique constitue un autre volet central de son action. France–URSS ouvre des cours de russe dans plusieurs villes, soutient l’enseignement universitaire et publie brochures et traductions. Sa revue France-URSS, tirée à plusieurs dizaines de milliers d’exemplaires, diffuse récits de voyages, portraits de villes soviétiques et analyses politiques. Les manifestations culturelles, projections de films, festivals folkloriques donnent une visibilité symbolique au lien franco-soviétique jusque dans les villes de province. Cette action se renforce dans les années 1980 avec la création à Paris du Centre de langue et civilisation russes, qui propose des cours collectifs et individuels, organise des stages linguistiques en URSS et mobilise des enseignants soviétiques.

Ces activités faisaient de France–URSS un instrument de diplomatie culturelle et de soft power soviétique. Mais elles avaient aussi une dimension sociale forte : les sections locales, souvent animées par des enseignants, des syndicalistes ou des anciens résistants, mobilisaient les habitants, organisaient des conférences, accueillait les délégations et s’appuyaient sur les municipalités pour assurer financements et logistique. Ce maillage territorial explique la capacité de l’association à toucher un public bien au-delà du cercle militant communiste.

Ainsi, l’impact de France–URSS ne se réduisait pas à une entreprise d’influence. En proposant des outils éducatifs et culturels concrets elle jouait un rôle pratique de coopération et constituait un espace de sociabilité internationale. Elle offrait enfin un cadre d’engagement pour des citoyens qui, sans elle, n’auraient eu aucun contact direct avec l’Union soviétique.

2.c - Contrôle et influences

Si France–URSS se présentait comme une association pluraliste et indépendante, son fonctionnement révèle en réalité une forte imbrication avec le Parti communiste français et, surtout, avec les structures soviétiques créées à cet effet. Elle fut à la fois un espace d’échanges pour des milliers d’adhérents et un relais d’un dispositif bilatéral d’influence piloté par Moscou.

Du côté français, l'association s'appuyait largement sur les réseaux du PCF, qui lui fournissaient cadres, relais municipaux et ressources. Les sections locales, souvent animées par des élus ou militants communistes, assuraient une cohérence idéologique et expliquent la reprise de la ligne soviétique lors des crises internationales (Hongrie 1956, Tchécoslovaquie 1968). Toutefois, France-URSS attirait aussi des adhérents extérieurs au Parti, enseignants, syndicalistes ou simples curieux, ce qui entretenait l'ambiguïté entre pluralisme affiché et alignement politique.

Du côté soviétique, l'association avait une organisation homologue : la Société URSS-France *Общество «СССР-Франция»*, créée en 1958 et intégrée à l'Union des sociétés soviétiques d'amitié (*ССОД*)¹³. Dirigée par des personnalités désignées par le Parti, elle incarnait la vitrine officielle de la coopération : accueil de délégations, organisation d'événements culturels, diffusion de publications, tout en appliquant la ligne fixée par le Comité central et le ministère des Affaires étrangères. À ce dispositif institutionnel s'ajoutait la surveillance du KGB, qui filtrait les contacts et encadrait les voyages : itinéraires planifiés, guides choisis, rencontres limitées aux interlocuteurs jugés « sûrs ». Cette impression d'un encadrement très officiel transparaît justement dans les témoignages collectés. Sylviane Jarry, adjointe au maire de Nanterre chargée de la jeunesse entre 1977 et 1989, rapporte qu'un voyage avec un groupe de jeunes à Veliki-Novgorod avait donné lieu à des échanges « très protocolaires »¹⁴, avec réception à la mairie et accueil assuré par des élus locaux. Même dans un cadre destiné à la jeunesse, l'accueil relevait donc d'une logique institutionnelle et diplomatique.

Cette logique de contrôle se manifeste également dans les activités organisées en France. Les différents projets ne relevaient pas seulement de la diffusion culturelle, mais faisaient l'objet d'un suivi et d'une mise en cohérence avec les orientations politiques du moment.

Enfin, la question du financement renforce cette ambiguïté. Officiellement, France-URSS vivait de ses cotisations, de la vente de son mensuel, de ses brochures, de ses événements et surtout de son service « voyages », créé en 1955, qui représentait sa principale source de revenus. L'État français lui accordait une petite subvention annuelle à partir des années 1970, et certaines collectivités locales apportaient un soutien ponctuel. Mais ces revenus déclarés

¹³Narinski, M. « L'URSS et la diplomatie publique. » *Cahiers du Monde russe*, vol. 45, no. 3-4, 2004, pp. 573-596.

¹⁴Témoignage de Sylviane Jarry, voyage à Novgorod (1988), recueilli le 14 mai 2025 à la Société d'Histoire de Nanterre.

n'empêchèrent pas la circulation de rumeurs sur un éventuel « argent de Moscou », relayées par la presse et par des rapports officiels¹⁵, sans qu'aucune preuve directe n'ait jamais été publiée.

En définitive, France–URSS doit être comprise comme une structure hybride : association française de droit commun, ancrée dans la société civile et soutenue par le PCF, mais insérée dans un réseau transnational contrôlé par Moscou. Ses activités culturelles et linguistiques, souvent perçues comme de simples échanges, participaient aussi à une logique de surveillance et d'influence, inscrivant chaque jumelage, chaque cours de russe ou chaque voyage dans le cadre plus large de la diplomatie culturelle soviétique.

Ce rôle de contrôle et d'influence se retrouve de manière encore plus directe dans la façon dont France–URSS a encadré et accompagné le développement des jumelages.

2.d - France-URSS et les jumelages

France–URSS a joué un rôle central dans l'essor des jumelages franco-soviétiques. Plus qu'un simple intermédiaire lors des premières démarches, elle a contribué à structurer durablement le mouvement, en mobilisant ses comités départementaux et ses sections locales. On estime qu'environ soixante jumelages furent conclus grâce à son impulsion.

Cette fonction s'est manifestée dans l'organisation de grandes rencontres nationales et bilatérales. La première a eu lieu à Marseille en novembre 1973 et rassembla élus, militants associatifs et représentants soviétiques autour de la promotion des jumelages. D'autres suivirent à Odessa (1976), Aix-les-Bains (1981) et Leningrad (1986). Ces événements avaient pour but de donner une visibilité politique aux jumelages et de les inscrire dans la dynamique de la détente.

Mais l'action de France–URSS ne se limitait pas à l'organisation de congrès ou à la mise en relation initiale. L'association exerçait un suivi attentif du développement des partenariats. Ses archives montrent qu'elle sollicitait régulièrement les comités départementaux pour recueillir des informations sur l'état des relations avec les villes jumelées. Ainsi, Comme le montre la *Figure 1*, l'Association cherchait à dresser un bilan des jumelages existants afin d'en suivre l'activité.

¹⁵Defrance, Corine. « L'Association France–URSS : vecteur de diplomatie culturelle. » *Relations culturelles internationales au XXe siècle*, OpenEdition Books, 2007

Association France U.r.s.s

61, rue Boissière, 75116 PARIS Tél. 501 59 00
C.C.P. PARIS 4214 - 99 G

Paris, le 28 JUIN 1982

Groupe de travail:
"villes jumelées"

Aux secrétaires des comités
départementaux

Chers Amis,

Vous n'êtes pas sans savoir le rôle important que jouent les villes françaises et soviétiques jumelées en faveur de la connaissance mutuelle. C'est pourquoi notre Association leur porte une attention toute particulière.

Le groupe de travail "villes jumelées" créé récemment par notre comité national va s'attacher à développer et enrichir ce secteur d'activité.

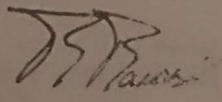
Il pense nécessaire, préalablement à toute action, d'établir une sorte de bilan actuel des jumelages franco-soviétiques.

C'est pourquoi nous nous adressons aujourd'hui à tous les comités pour qu'ils nous aident à l'établir.

Nous vous demandons donc de faire parvenir les questionnaires ci-joints aux présidents ou secrétaires responsables des comités locaux concernés s'ils existent, ou à défaut de prendre toutes mesures pour nous faire parvenir rapidement les renseignements demandés.

Vous comprendrez l'importance de l'établissement de ce bilan, et nous vous remercions par avance de vos efforts et de votre diligence.

Veuillez croire, chers Amis, à nos sentiments les plus cordiaux.


Raymond Roussat
Membre de la Présidence
Nationale

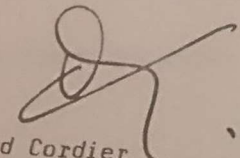

Bernard Cordier
Secrétaire général adjoint

Figure 1 : Lettre de l'Association France-URSS sur les jumelages, 28 juin 1982 – Archives France-URSS (cote 88AS/1, 1956-1992)

Les questionnaires adressés aux municipalités comportaient des rubriques précises – événements organisés, échanges de délégations, actions scolaires ou culturelles – permettant de dresser une cartographie fine des jumelages. Comme l'illustre ici *la figure 2* du cas de Nanterre – Veliki-Novgorod.

ASSOCIATION FRANCE-URSS
61, rue Boissière
75116 PARIS

Groupe de travail:
"villes jumelées"

NOM DE VOTRE VILLE: NANTERRE
NOM DE LA VILLE JUMELLE: NOVGOROD
Date du jumelage: Novembre 1974
(copie du protocole si possible)

.. PRINCIPAUX EVENEMENTS OFFICIELS (dates),
par exemple : échanges de délégations, composition, programme.

- 18 au 22.II.1973 séjour à Nanterre du Maire de Novgorod
- 16 au 23.II.74, délégation à Novgorod conduite par le Maire de Nanterre pour signer le protocole de jumelage
- Fin Mai 1975, séjour à Nanterre d'une délégation officielle de Novgorod
- du 13 au 22.IO.1976, journées France-URSS à Odessa puis séjour à Novgorod d'une délégation officielle de Nanterre conduite par son Maire
- 25.5 au 1er 6.1977, délégation officielle de Novgorod à Nanterre
- Juin 1978, délégation officielle de Nanterre à Novgorod
- 24 au 31.5.1980, délégation officielle de Novgorod à Nanterre
- 18 au 20.IO.1981, séjour à Nanterre de 2 Représentants de Novgorod à la Rencontre des villes françaises et soviétiques jumelées d'Aix-les-Bains
- 5 au 12.6.1982, délégation officielle de Nanterre à Novgorod, conduite par son Maire

Conditions matérielles et financières de ces échanges:
hébergement, transports, cadeaux etc.:

.. MANIFESTATIONS CULTURELLES? ARTISTIQUES ? SPORTIVES ? etc.

- 1er au 20.8.76, 11 jeunes et 2 accompagnateurs à Novgorod
- 19.IO.78, réception à Nanterre d'un groupe de touristes de Novgorod
- 7 au 16.4.79, 34 élèves du Collège et du Lycée Joliot Curie et 4 accompagnateurs en URSS - 2 jours de visite à Novgorod- voyage organisé par France-URSS 92, à la demande des Chefs d'Etablissement et des Professeurs de Russe Bourses du Comité de Jumelages aux enfants de familles modestes
- 6 au 18 Août en URSS et du 8 au 14.8.78 à Novgorod de 9 jeunes - voyage organisé par France-URSS
- 28.II au 5.I2.80, séjour à Nanterre de 17 jeunes de Novgorod et de 3 accompagnateurs
- 17 au 30.7.81, 21 jeunes étudiant le Russe et 3 accompagnateurs à Novgorod - séjour linguistique - visite de Moscou et de Léninegrad-une journée dans des familles
- 19 au 31.7.82, voyage en URSS d'un groupe de Nanterriens - séjour à Novgorod du 22 au 26.7.- voyage organisé par France-URSS
- 23 au 30.IO.82, séjour à Nanterre de 8 jeunes volleyeuses accompagnées de 2 responsables

Figure 2 : Questionnaire de suivi des activités du jumelage envoyé par l'Association France-URSS à la mairie de Nanterre – Archives France-URSS (cote 88AS/1, 1956-1992)

L'exemple de la langue russe est particulièrement révélateur. L'association ne se contentait pas de proposer des cours ou d'encourager l'enseignement du russe, elle produisait des enquêtes nationales, recensait le nombre d'élèves et de professeurs, et évaluait l'implantation de la discipline dans les villes jumelées. Le Livre blanc sur la langue russe en France (1984-1985) illustre ce souci de surveillance : au-delà de la promotion, il s'agissait de mesurer et de piloter la progression du russe dans le système éducatif français et à mesurer l'efficacité du réseau. Une lettre interne de 1986 adressée aux comités locaux allait dans le même sens, en les invitant à « sensibiliser l'opinion française à la langue russe » et à organiser des actions coordonnées lors de l'exposition Expolangues. Ces documents montrent que la diffusion linguistique n'était pas seulement un outil culturel, mais un levier stratégique pensé. Ici la *figure 3* illustre les établissements scolaires proposant l'enseignement du russe dans les villes jumelées

26 **LE RUSSE DANS LES VILLES JUMELÉES (année 1984-85)**

VILLES	Nombre d'établissements avec russe	Population	Elèves de russe Total	LV 1	LV 2	LV 3	Nombre de classes et classes de moins de 10 élèves
AGEN	1	36 000	39	-	17	22	8 (dont 8)
ANGOULEME	2	50 000	108	-	8	100	
AVION	1	23 000	-	15	-	-	3 (dont 3)
BAGNEUX	1	40 000	10	10	-	-	1
BELFORT	2	53 000	44	-	13	31	4 (dont 1)
BORDEAUX	8	214 000	320	125	106	89	32 (dont 20)
CALAIS	2	77 000	145	89	25	31	14 (dont 6)
CLERMONT-FERRAND	5	151 000	178	17	89	72	23 (dont 16)
DIJON	3	145 000	229	91	79	59	17 (dont 12)
DRANCY	3	65 000	58	39	19	-	12 (dont 12)
GRENOBLE	8	159 000	479	277	126	76	35 (dont 13)
IVRY	2	64 000	86	70	16	-	11 (dont 7)
LA ROCHELLE	2	78 000	129	-	37	92	7 (dont 3)
LA SEYNE SUR MER	2	58 000	50	-	35	15	7 (dont 7)
LE BLANC MESNIL	2	50 000	13	-	13	-	2 (dont 2)
LE HAVRE	4	197 000	200	85	37	78	18 (dont 10)
LE MANS		50 000	204	-	24	180	
LILLE	9	157 000	337	164	106	67	47 (dont 32)
LIMOGES	4	144 000	253	44	151	58	27 (dont 18)
LORIENT	2	64 000	51	50	1	-	8 (dont 8)
LYON	16	418 000	974	162	406	406	81 (dont 35)
MALAKOFF	1	32 000	31	16	15	-	5 (dont 4)
MARSEILLE	12	878 000	478	293	92	93	51 (dont 26)
MONTREUIL	2	93 000	39	-	22	17	8 (dont 8)
NANTES	4	247 000	140	12	94	34	16 (dont 10)
NANTERRE	2	89 000	29	6	11	12	8 (dont 8)
NICE	3	338 000	129	62	49	18	18 (dont 14)
POITIERS	5	82 000	207	85	42	80	20 (dont 8)
SAINT-DENIS	2	91 000	58	32	9	17	12 (dont 12)
SAINT-ETIENNE	2	206 000	78	-	41	37	11 (dont 9)
TOULOUSE	9	354 000	280	32	109	139	32 (dont 23)
VENISSIEUX	1	75 000	18	18	-	-	4 (dont 4)

Figure 3 : Rapport d'enquête - tableau statistique sur l'enseignement du russe dans les villes jumelées (1984-1985) - Archives France-URSS (cote 88AS/1, 1956-1992)

Si les municipalités restaient libres de répondre ou non, l'association relançait fréquemment en insistait auprès des comités qui n'avaient pas encore renvoyé leur bilan pour qu'ils complètent le questionnaire. Comme le montre la *Figure 4*, l'association relançait activement les comités départementaux afin d'obtenir des bilans complets, preuve de sa volonté de centraliser et de contrôler le suivi des jumelages.

Paris, le 4 octobre 1982

Groupe de travail:
"Villes jumelées"

Aux secrétaires des Comités
Départementaux.

Chers Amis,

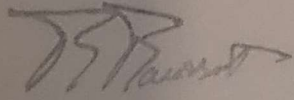
Le 28 juin dernier nous nous adressions, par votre intermédiaire, aux comités France-URSS des villes jumelées à des villes soviétiques pour nous aider à établir un bilan des jumelages franco-soviétiques.

Sauf erreur de notre part, nous n'avons pas encore reçu de réponse du (des) comité(s) de

Nous comprenons la contrainte que cela leur impose mais nous nous permettons d'insister auprès de vous.

En effet, outre que l'établissement de ce bilan nous paraît être un préalable à toute activité efficace, nous serions désireux de pouvoir également l'utiliser pour notre prochain colloque sur les échanges franco-soviétiques qui se tiendra début décembre.

Nous vous adressons donc ci-joint copie de notre courrier du 28 juin dernier, et vous remerciant de votre compréhension, nous vous prions de croire, chers amis, à nos sentiments les plus cordiaux.


Raymond Roussat
Membre de la Présidence
Nationale

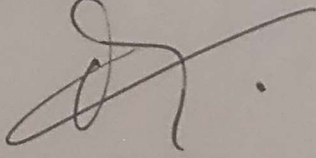

Bernard Cordier
Secrétaire général
adjoint

Figure 4 : Lettre adressée aux comités départementaux 04 octobre 1982 –
Archives France-URSS (cote 88AS/1, 1956-1992)

Ce rôle de coordination, sans contrainte formelle mais appuyé par une forte insistance, montre que France–URSS ne se contentait pas d’encourager les jumelages : elle les accompagnait et veillait à leur dynamisme. Cette pratique témoigne d’une logique de centralisation associative ? transformer une multitude d’initiatives locales en un réseau national cohérent. Elle illustre aussi la manière dont la diplomatie soviétique, par l’intermédiaire d’acteurs associatifs français, cherchait à orienter la circulation des idées et des pratiques. En d’autres termes, ce suivi ne relevait pas seulement d’un souci administratif, mais il traduisait la volonté d’inscrire les jumelages dans une stratégie culturelle globale, où chaque ville devenait le maillon d’un dispositif d’influence à la fois politique et symbolique.

Ce rôle de coordination explique pourquoi France–URSS apparaît, dans l’histoire des jumelages franco-soviétiques, non seulement comme un facilitateur, mais aussi comme un encadrant attentif, donnant à ces partenariats une dimension qui dépassait la simple relation bilatérale entre deux villes.

L’effondrement de l’URSS et la dissolution de France–URSS clôt près d’un demi-siècle de centralisation. Les jumelages ne disparaissent pas pour autant, ils se reconfigurent dans un cadre plus fragmenté, porté par des initiatives locales, comme à Nanterre, où la relation avec Veliki-Novgorod se poursuit sous d’autres formes.

Chapitre II

1 - Nanterre – Veliki-Novgorod

1.a - Une rencontre inscrite dans un contexte politique

Dans les années 1970, Nanterre appartient pleinement à la « banlieue rouge », un ensemble de communes ouvrières de la périphérie parisienne administrées par le Parti communiste français. La continuité politique est nette avec Raymond Barbet, ouvrier et maire communiste de 1935 à 1939 puis de 1944 à 1973, ensuite son successeur, Yves Saudmont, également communiste, en fonction de 1973 à 1988.

Cette stabilité ne repose pas seulement sur les scrutins. Elle s'appuie sur un tissu militant dense, syndicats, associations, équipements collectifs, qui forge une véritable sous-culture communiste où s'ancrent les pratiques quotidiennes et les sociabilités de quartier¹⁶. De cette expérience émerge un capital militant, nourri par les luttes syndicales et politiques, qui devient une ressource mobilisée par la municipalité pour soutenir ses projets¹⁷

Cette orientation se traduit par une politique sociale ambitieuse : construction massive de logements HLM, résorption du bidonville du Petit-Nanterre, développement d'équipements collectifs. Ces choix ne répondent pas seulement à des besoins pratiques : ils incarnent un projet d'émancipation des classes populaires. Dans la même logique, l'ouverture vers le bloc de l'Est n'est pas perçue comme une curiosité mais comme la continuité d'un internationalisme ouvrier vécu localement, fondé sur l'idée que la solidarité dépasse les frontières nationales.

Tandis que le contexte international reste marqué par la guerre froide et par une phase de détente, l'État français adopte une attitude prudente vis-à-vis de l'URSS. Les municipalités communistes, elles, cherchent au contraire à renforcer leurs liens avec le bloc de l'Est. Les jumelages deviennent alors pour elles un outil privilégié pour contourner la réserve de la diplomatie nationale et établir des relations directes avec les villes soviétiques. À travers ces jumelages, elles démontrent qu'une ville ouvrière de banlieue peut s'affirmer sur la scène internationale, obtenir une reconnaissance extérieure et contribuer, à son échelle, à l'idée de paix et de coopération entre les peuples.

¹⁶Mischi, Julian. Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970. Marseille, Agone, 2014.

¹⁷Pudal, Bernard. Prendre parti : Pour une sociologie historique du PCF. Paris, Presses de la FNSP, 1989.

C'est dans ce cadre que Nanterre entre dans la dynamique des coopérations municipales. Elle dispose déjà d'une expérience en matière de jumelages : avec Watford (Royaume-Uni, 1960), Pesaro (Italie, 1969), Žilina (Tchécoslovaquie, aujourd'hui Slovaquie) et Craiova (Roumanie). Ces deux derniers partenariats montrent que la ville est déjà tournée vers le bloc de l'Est et qu'elle n'a pas attendu le jumelage avec Veliki-Novgorod pour se rapprocher de cette zone socialiste. Les deux autres, avec le Royaume-Uni et l'Italie, témoignent quant à eux de l'inscription de Nanterre dans la dynamique plus générale des jumelages européens d'après-guerre. C'est donc dans ce réseau déjà constitué que vient s'inscrire le jumelage avec Veliki-Novgorod, l'une des plus anciennes cités historiques de Russie soviétique. L'initiative, portée par la municipalité de Nanterre avec le soutien de l'Association France-URSS, rejoint alors le vaste mouvement de jumelages franco-soviétiques encouragés dans le contexte de la détente.

1.b - Signature du jumelage

Bien avant l'acte officiel, des liens apparaissent déjà entre Nanterre et l'URSS. En juin 1965, la ville accueille les cosmonautes soviétiques Vladimir Komarov, Boris Egorov et Konstantin Feoktistov, héros de la mission Voskhod 1¹⁸. L'événement, organisé par l'Association France-URSS avec la municipalité, attire plusieurs milliers d'habitants. L'inauguration de la cité Komarov la même année inscrit cette amitié dans l'espace urbain. Pour les Soviétiques, il s'agit d'une vitrine prestigieuse de leur conquête spatiale, un instrument de soft power. Pour la municipalité et les habitants communistes de Nanterre, recevoir de telles figures représente à la fois une fierté et une démonstration de capacité : une ville ouvrière de banlieue peut organiser un accueil d'ampleur internationale. La banlieue rouge prouve qu'elle peut se hisser sur la scène internationale.

L'épisode devient un repère symbolique, réinvesti politiquement et durablement inscrit dans les mémoires. Il contribue à préparer le terrain du futur jumelage en nourrissant une attirance claire et durable pour l'URSS. Il produit aussi un capital symbolique partagé : valorisation de l'URSS d'un côté, et légitimation du rôle international que la municipalité s'attribue de l'autre.

Dans les années 1970, cette ouverture commence à prendre une forme plus précise en direction de Veliki-Novgorod. Alain Lucia, ancien cadre administratif à la mairie, raconte qu'au cours d'un voyage personnel en URSS, : « *Nous nous étions arrêtés à Novgorod non pas parce que la ville était déjà jumelée, mais parce qu'à Nanterre nous avons entendu parler de premiers*

¹⁸Archives communales de Nanterre – Dossier Cosmonautes soviétiques à Nanterre, cote 2FI (1965).

contacts ou d'un projet de coopération. Notre arrêt là-bas était donc motivé par une curiosité suscitée par des échos locaux, et non par une relation officielle déjà en place. »¹⁹

Ce témoignage illustre qu'au début des années 1970, l'idée du jumelage circulait déjà localement, même sans cadre officiel.

Lors des Journées franco-soviétiques des villes jumelées, organisées en novembre 1973 à Marseille, Nanterre et Veliki - Novgorod apparaissent déjà parmi les "relations amicales" comme illustré sur la figure 5.

RENCONTRE FRANCO-SOVIETIQUE DES VILLES JUMEEES
=====

MARSEILLE 16 - 17 NOVEMBRE 1973.
=====

LISTE DES VILLES FRANCAISES ET SOVIETIQUES ENTREtenant DES
RELATIONS AMICALES PRESENTES A LA RENCONTRE
DE MARSEILLE

LOCALITE	DEPARTEMENT	LOCALITE	REPUBLIQUE
AVION-SALLAUMINES	PAS DE CALAIS	THOREZ	UKRAINE
BAGNEUX	HAUTS DE SEINE	KIROVAKAN	ARMENIE
BELFORT	T. de BELFORT	ZAPORODJIE	UKRAINE
BOBIGNY	SEINE ST DENIS	SERPOUKOV	RUSSIE
CABOURG	CALVADOS	YOURMALA	LETONIE
CALAIS	PAS DE CALAIS	RIGA	LETONIE
CASSIS	B. du RHONE	ALOUCHTA	UKRAINE
DIJON	COTE D'OR	VOLGOGRAD	RUSSIE
DRANCY	SEINE ST DENIS	LIUBERTSI	RUSSIE
GRENOBLE	ISERE	KICHINEV	MOLDAVIE
IVRY	VAL DE MARNE	KRASNAIAPRESNAIA	RUSSIE
LA ROCHELLE	CHARENTE Mme	PETROZAVODSK	CARELIE
LA SEYNE S/MER	VAR	BERDIANSK	UKRAINE
LE BLANC MESNIL	SEINE ST DENIS	PETRODVORETZ	RUSSIE
LE HAVRE	SEINE Mme	LENINGRAD	RUSSIE
LORIENT	MORBIHAN	VENTSPILS	LETONIE
MALAKOFF	HAUTS DE SEINE	PIERVOMAIKI	RUSSIE
MARSEILLE	B. du RHONE	ODESSA	UKRAINE
MENTON	ALPES Mmes	SOTCHI	RUSSIE
MONTREUIL	SEINE ST DENIS	MYTICHTCHI	RUSSIE
NANTERRE	HAUTS DE SEINE	NOVGOROD	RUSSIE
NICE	ALPES MARITIMES	YALTA	UKRAINE

Figure 5 : Liste des villes françaises et soviétiques entretenant des relations amicales, présentes à la Rencontre franco-soviétique des villes jumelées 1973 - Archives France-URSS (cote 88AS/1, 1956-1992)

Quelques jours plus tard, le 28 novembre 1973, le conseil municipal de Nanterre approuve le principe du jumelage. L'acte officiel est signé le 20 novembre 1974 à Novgorod, en présence

¹⁹ Témoignage d'Alain Lucia, voyage personnel en URSS (1970), recueilli le 14 mai 2025 à la Société d'Histoire de Nanterre.

du maire Yves Saudmont, de son prédécesseur Raymond Barbet et de Boris Chvedtchikov, alors président du Comité exécutif du Soviet de Veliki Novgorod²⁰.

Le jumelage entre les deux villes n'est donc pas une décision mais l'institutionnalisation progressive d'un lien préparé de longue date, sa trajectoire n'est pas linéaire et pour en rendre compte, j'ai retenu un découpage en 4 phases, pour l'analyser et en saisir l'évolution au cours de ces cinquante dernières années,

2 – Phases du jumelage

2.a – L'âge d'or militant (1974–1991)

La période qui s'ouvre avec la signature du protocole en 1974 constitue l'apogée du jumelage entre Nanterre et Novgorod. Encadré par l'Association France–URSS et porté par un écosystème militant dense, le jumelage connaît alors son niveau d'intensité le plus élevé : échanges nombreux, forte mobilisation locale et reconnaissance symbolique pour une ville ouvrière de banlieue qui parvient à s'inscrire sur la scène internationale.

L'Association France–URSS offrait un cadre centralisé qui garantissait le bon fonctionnement des jumelages. Elle aidait directement les municipalités à organiser voyages collectifs, échanges culturels et éducatifs, tout en assurant un suivi régulier. Ce dispositif s'inscrivait dans une logique de soft power soviétique, mais il fournissait surtout aux communes françaises une organisation efficace et un soutien logistique précieux.

Les délégations s'alternaient presque chaque année, inscrivant la relation dans un rythme régulier et très visible. Les fêtes nanterriennes accueillaient fréquemment des représentants soviétiques, transformant un rendez-vous populaire en moment de fraternité internationale. Ces cérémonies avaient une valeur rituelle : elles produisaient une visibilité publique de l'amitié avec l'URSS et faisaient participer les habitants à une mise en scène de la solidarité internationale.

Entre 1974 et 1991, plus d'une vingtaine²¹ de séjours et délégations furent organisés entre Nanterre et Novgorod, mobilisant élus, associations et habitants. La jeunesse occupait une place centrale dans cette dynamique : séjours de classes et échanges sportifs. Jean-Luc Villin, collaborateur du comité de jumelage et très investi dans les échanges de jeunes, le rappelle ainsi : « *C'était très important pour moi de développer les relations internationales (...) Et le*

²⁰Nanterre Information, février–mars 1974 : Annonce officielle du jumelage avec Novgorod.

²¹Archives communales de Nanterre – Dossier Novgorod, cote 67W (1974–2005).

premier réservoir où je pouvais puiser, c'était les villes jumelées. »²² Ce témoignage illustre la manière dont le jumelage servait de levier éducatif et citoyen : dans une commune ouvrière marquée par de fortes inégalités sociales, il offrait aux jeunes une ouverture internationale que leur milieu d'origine ne leur aurait probablement pas permise.

Le fait qu'une banlieue ouvrière comme Nanterre accueille ainsi des délégations venues d'une ville historique comme Novgorod soulignait le contraste entre une commune populaire de la périphérie parisienne et une cité prestigieuse de Russie soviétique. Cette asymétrie donnait au jumelage une portée symbolique particulière : elle rehaussait le statut de Nanterre et renforçait, aux yeux des habitants comme des élus, la légitimité de son action internationale.

Ces années de dynamisme militant combinent donc trois éléments : un cadre structurant apporté par l'Association France–URSS, une mobilisation locale dense et une ambition éducative tournée vers la jeunesse. Elles représentent l'apogée d'un modèle de jumelage façonné par la guerre froide, mais aussi un système fragile : la fin de l'URSS et la disparition de France–URSS allaient bientôt remettre en cause ses fondements mêmes.

2.b - La transition post-soviétique (1991–2000)

La disparition de l'Union soviétique en 1991 et la dissolution de l'Association France–URSS en 1992 privent les jumelages de leur cadre national. Chaque municipalité doit désormais décider seule de l'avenir de ses partenariats, sans relais centralisé ni orientation politique commune. Beaucoup de relations s'interrompent ou s'essoufflent, comme à Montreuil avec Mytichtchi en 1998, où les élus mettent fin au partenariat en dénonçant des pratiques locales liées aux réseaux d'oligarques et jugées incompatibles avec leur conception de la gouvernance.

Le contraste avec Nanterre est marqué : la municipalité choisit de maintenir son lien avec Veliki-Novgorod. Ce choix ne traduit pas une adhésion implicite au contexte politique russe des années 1990 marqué par les privatisations, la montée des oligarques et la désorganisation institutionnelle mais une volonté de réaffirmer le principe fondateur du jumelage : il concerne avant tout les villes et leurs habitants, indépendamment des gouvernements.

Cette orientation se concrétise par la création, en 1993, de l'Association pour l'Amitié Nanterre–Novgorod. Contrairement à France–URSS, cette structure naît localement et repose sur un petit cercle d'habitants engagés : enseignants de russe, russophiles, militants de la tradition communiste, mais aussi passionnés de culture. La sociologie des acteurs change : on

²²Témoignage de Jean-Luc Villin, recueilli le 13 juin 2025 en ligne.

passé d'une mobilisation de masse à un engagement minoritaire, plus patrimonial que festif, où l'enjeu devient de préserver une continuité plutôt que de mobiliser largement.

En parallèle, la municipalité élargit ses horizons. En 1992, Nanterre obtient le label de « Ville Monde », délivré par la Fédération mondiale des villes jumelées. Ce label lui ouvre de nouveaux réseaux de coopération thématique (éducation, urbanisme, solidarité), traduisant une diversification de son action internationale. Le jumelage avec Novgorod subsiste, mais il n'est plus le centre unique de la politique internationale de la ville.

Entre 1991 et 2000, on recense une quinzaine d'échanges : séjours de jeunes, correspondances scolaires, délégations, initiatives culturelles ou sportives. L'accueil en 1999 d'Irina Ossokina, première étudiante de Novgorod à l'Université de Paris Nanterre, illustre cette persistance : la mairie, la municipalité russe et l'AANN se mobilisent pour organiser son séjour. L'activité est plus modeste et plus ponctuelle qu'auparavant, mais elle témoigne d'un attachement à la continuité et d'une capacité d'adaptation.

Cette décennie apparaît donc comme une période de recomposition. Le jumelage Nanterre–Novgorod perd le cadre idéologique et militant qui l'avait porté jusque-là, mais il se réinvente sur des bases locales plus restreintes. Sa continuité tient moins d'une stratégie internationale que d'une fidélité mémorielle : malgré la disparition du système qui l'avait fait naître, les élus et bénévoles tentent de le maintenir, signe d'un attachement à un héritage devenu partie intégrante de l'identité municipale. Mais ce maintien s'inscrit désormais dans une municipalité qui élargit ses horizons internationaux : le jumelage n'est plus l'unique vitrine de l'action extérieure de Nanterre, mais l'un de ses volets parmi d'autres.

2.c - Le déclin discret (2000–2020)

Au tournant des années 2000, le jumelage entre Nanterre et Veliki Novgorod entre dans une phase de retrait progressif. Les échanges ne disparaissent pas brutalement, mais ils deviennent plus rares et plus irréguliers, portés par quelques élus ou bénévoles sans continuité institutionnelle forte.

Selon les archives, on recense encore une dizaine d'initiatives dans les années 2000. Mais au fil du temps, les événements se raréfient : après 2005, le rythme se réduit à quelques rendez-vous ponctuels et espacés, comme les Journées russes de 2010 ou l'exposition d'icônes de 2017. Ces manifestations témoignent d'une vitalité résiduelle, mais aussi d'un essoufflement : on

passé d'une vingtaine d'événements entre 1974 et 1991, à une quinzaine dans les années 1990, puis à une poignée seulement dans les années 2000–2010.

Cette évolution s'explique d'abord par le changement de priorités de la municipalité. Depuis l'obtention du label de « Ville Monde » en 1992, Nanterre s'inscrit davantage dans des réseaux internationaux multilatéraux, comme le Forum mondial des autorités locales de périphérie. Ces cadres offrent de nouvelles perspectives (urbanisme, environnement, solidarité), mais relèguent les jumelages bilatéraux au second plan. Le partenariat avec Novgorod subsiste, mais comme un élément parmi d'autres d'une diplomatie locale en voie de professionnalisation.

Du côté russe, la trajectoire est différente. Après la crise des années 1990, l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine s'accompagne d'une recentralisation politique. L'État privilégie d'autres instruments de projection internationale et les jumelages municipaux cessent d'être perçus comme des vecteurs stratégiques. Ils continuent localement, mais sans orientation ni soutien national, ce qui contribue à leur marginalisation.²³

Un autre facteur renforce ce déclin discret : la transformation des mobilités et des horizons culturels. Dans les années 2000, Erasmus, les vols à bas coût et Internet élargissent considérablement ces horizons. Le jumelage, qui avait longtemps été une source privilégiée d'ouverture vers de nouveaux horizons, apparaît désormais comme une forme datée de coopération, concurrencée par des mobilités plus diversifiées et par la mondialisation des échanges.

Enfin, le renouvellement des acteurs pèse lourdement. Les comités de jumelage vieillissent et peinent à attirer de nouvelles générations, tandis que les services municipaux réorientent leurs efforts vers d'autres projets. Le partenariat avec Novgorod n'est pas rompu, mais il s'affaiblit peu à peu, faute de relais humains capables d'assurer sa continuité.

Cette période n'est donc pas celle d'une rupture, mais d'un affaiblissement progressif. Le jumelage survit, mais il cesse d'être une priorité municipale. Il se maintient en arrière-plan comme une relation héritée, dont la vitalité s'efface à mesure que disparaissent les acteurs et les pratiques qui l'avaient animé.

²³Suvorova, A.V. « Межмуниципальное сотрудничество в России: проблемы и перспективы развития. » *Journal / revue spécialisée*, 2024.

2.d - Crises récentes et mise en sommeil (2020-2025)

Quand survient la pandémie de Covid-19, le jumelage est déjà en sommeil relatif. Le dernier échange remonte à l'exposition d'icônes venues de Novgorod en 2017. Les restrictions de voyage figent simplement une situation déjà ralentie. On aurait pu penser qu'après le confinement, dans un contexte mondial de « soif de sortir » et de relance des mobilités, une reprise aurait été envisageable. Mais la guerre en Ukraine, en février 2022, met totalement fin à cette perspective.

Le choc de la guerre entraîne immédiatement des prises de position contrastées dans les municipalités françaises. Dans l'ancienne banlieue rouge, certaines villes suspendent leur partenariat : Pantin, jumelée avec le district de Meschchanski, Moscou, depuis 1978, ou Orly jumelée avec Klin depuis 1978 annoncent la mise en sommeil. D'autres, comme Drancy (jumelage avec Lioubertsy depuis 1975), choisissent de maintenir, au nom du lien avec les populations, Jean-Pierre Lagarde, maire de Drancy : « *Ces jumelages ne sont pas avec l'État russe mais avec le peuple russe, et il n'est pas notre ennemi* »²⁴. Hors de ce périmètre, Rueil-Malmaison, jumelée de Serguiev Possad depuis 1992, adopte la même ligne : « *Nous avons décidé de maintenir le jumelage par soutien avec les Russes qui sont contre l'action menée par le gouvernement de Poutine* » (Philippe Trotin, adjoint au maire).

Dans ce paysage contrasté, Nanterre se distingue par son silence. Le maire Patrick Jarry condamne l'invasion, organise collectes et accueil de réfugiés ukrainiens²⁵, mais ne communique pas sur le jumelage avec Novgorod. Cette prudence traduit un équilibre, afficher une solidarité humanitaire forte, sans produire de geste diplomatique explicite. En pratique, cela revient à laisser subsister un lien ancien, considéré comme inoffensif, sans chercher à le réactiver.

Les propos de Jean-Luc Villin, ancien élu de la ville de Nanterre reflètent cet état d'esprit : « *Les habitants de Novgorod ne sont pas responsables des activités du gouvernement. Il est important de continuer à maintenir des relations avec les habitants.* » Ici, l'argument n'est plus

²⁴Bluszez, Fabrice. "Ile-de-France : Russie, des jumelages suspendus." *Paris Dépêches*, 21 mars 2022, parisdepeches.fr/16-Politique/128-75_Paris/15327-Ile_de_France_Russie_des_jumelages_suspendus.html.

²⁵*Ouest-France*. "Nous, maires, voulons être des architectes de paix." *Ouest-France*, 2 avr. 2022, www.ouest-france.fr/europe/ukraine/tribune-nous-maires-voulons-etre-des-architectes-de-paix-931e3ea6-b110-11ec-9e99-36695c34ef7c.

politique ni militant, il repose sur l’histoire accumulée depuis 1974 et sur une continuité humaine qui justifie le maintien, même réduit à un symbole.

Du côté russe, la logique est similaire. Aucune municipalité ne rompt unilatéralement les jumelages. Moscou parle de « politisation » venue d’Europe, Volgograd regrette la suspension décidée par Dijon en 2023, Rostov-sur-le-Don maintient formellement son partenariat avec Le Mans, et Pskov dénonce les « ultimatums » étrangers après la rupture annoncée par Arles. Dans tous les cas, les villes russes affirment défendre l’esprit de la « diplomatie des peuples », qui doit survivre aux conflits.

Entre 2020 et 2025, le jumelage Nanterre–Novgorod devient donc un vestige discret, toléré parce qu’il ne coûte rien, ne crée pas de problème politique immédiat, et conserve une valeur symbolique pour ceux qui l’ont porté. Il n’est plus un projet actif, mais une mémoire vivante d’un demi-siècle de relations.

Aujourd’hui, le jumelage entre Nanterre et Novgorod se maintient surtout comme une mémoire héritée et, c’est dans ce contexte particulier que s’inscrit mon stage au sein de l’Association pour l’Amitié Nanterre – Veliki–Novgorod.

Chapitre III

Mon stage à l'Association Pour l'Amitié Nanterre – Veliki-Novgorod

1 – L'association

L'Association pour l'Amitié entre Nanterre et Veliki Novgorod dépose ses statuts en avril 1993. Elle apparaît suite à la dissolution de l'URSS et à la disparition de l'Association France-URSS, afin de préserver les liens noués depuis près de vingt ans. Elle est alors menée par Louise Mariette, Nanterrienne russophile, que ses proches décrivent comme une femme profondément attachée aux idéaux de solidarité et de fraternité, valeurs qui imprégnaient encore fortement la vie associative et militante de la banlieue rouge.

Depuis sa création, l'association a accueilli des centaines d'élèves et d'adhérents (en moyenne huit à dix par an). Elle a organisé des cours de russe, des expositions, ainsi que des ventes d'artisanat ou de spécialités russes pour faire découvrir Novgorod et la culture russe aux habitants de Nanterre. Au fil des années, plusieurs directrices, enseignantes et bénévoles se sont succédé dans cette mission. L'association est aujourd'hui dirigée par Nathalie Barbry, professeure de russe et russophile, qui en a repris la présidence en 2019, à la suite de Janine Bufferne et Louise Mariette. Sa vocation demeure la même : entretenir le lien d'amitié entre les deux villes et offrir un espace de rencontre aux curieux de culture russe, aux amoureux de la langue et aux russophiles, tout en veillant à rester neutre et à éviter toute instrumentalisation politique.

2 – Mes missions

Mon stage s'inscrivait dans la continuité des activités de l'association. Ma mission principale consistait à préparer une exposition historique consacrée au cinquantième du jumelage entre Nanterre et Veliki Novgorod, prévue pour novembre 2025 à la Villa des Tourelles, siège de la Société d'Histoire de Nanterre. Concrètement, il s'agissait de rassembler et d'analyser des sources retraçant un demi-siècle d'échanges, puis de les mettre en valeur dans un format clair et accessible au grand public.

Mes recherches m'ont conduit dans plusieurs institutions :

- Les Archives communales de Nanterre : service municipal qui conserve les archives administratives, la presse locale et un fonds photographique.

- La Société d'Histoire de Nanterre : association tournée vers la recherche et la valorisation de l'histoire locale.
- Les Archives nationales – site de Pierrefitte-sur-Seine : institution de référence qui abrite notamment le fonds de l'Association France–URSS.
- La Bibliothèque d'histoire sociale Souvarine : spécialisée dans l'histoire du communisme et des mouvements sociaux.
- Les Archives départementales des Hauts-de-Seine : service territorial qui conserve périodiques et documents relatifs aux jumelages du département.
- La Contemporaine : bibliothèque et centre de recherche consacré à l'histoire des XXe et XXIe siècles.

À ce travail documentaire s'est ajouté un important volet de collecte orale. J'ai sollicité une trentaine d'anciens élus et acteurs du jumelage, dont seulement six ont accepté de témoigner :

- Gérard Perrou Bezouille, maire-adjoint au sport et au jumelage.
- Jean-Luc Villin, collaborateur du comité de jumelage, impliqué dans les échanges de jeunes avec Veliki-Novgorod.
- Sylviane Jarry, adjointe à la jeunesse de Nanterre.
- Alain Lucia, ancien cadre administratif à la mairie de Nanterre.
- Michel Laubier, maire-adjoint de Nanterre.
- Nathalie Le Chêne, assistante du président du comité de jumelage.

Leurs témoignages, parfois fragmentaires mais toujours précieux, ont apporté une dimension humaine et incarnée à l'histoire du jumelage.

En parallèle, j'ai consulté un ensemble très large de documents : archives municipales, périodiques locaux, bulletins associatifs, magazines nationaux, dossiers thématiques, fonds photographiques, etc. Tous ne se sont pas révélés pertinents, certains étant redondants, mais ils faisaient partie du dépouillement nécessaire pour restituer un panorama complet.

3 - Méthodologie et Sources

Ma méthodologie s'est organisée en deux étapes : un repérage préparatoire, puis un dépouillement systématique sur place. Dans un premier temps, ma tutrice m'a orienté vers

plusieurs institutions ; j'ai également bénéficié des conseils de mes professeurs et de bibliothécaires. Cela m'a permis d'identifier les lieux les plus susceptibles de conserver des documents utiles, archives municipales, bibliothèques spécialisées, sociétés d'histoire, Archives nationales, en m'appuyant sur les inventaires en ligne et des recherches par mots-clés (Veliki Novgorod, jumelage, URSS, Russie, etc.).

Dans un second temps, j'ai travaillé directement sur les documents. Une grande partie de ce travail a consisté à dépouiller manuellement des séries volumineuses de périodiques et de bulletins. Face à cette masse, j'ai dû développer une lecture sélective : parcourir rapidement les textes, repérer les mentions pertinentes et isoler les passages consacrés à Veliki Novgorod ou au jumelage au milieu d'informations plus générales. Cette méthode s'est révélée indispensable pour gérer l'ampleur du corpus.

À l'issue de ce dépouillement, j'ai constitué un corpus final, qui a servi de base au mémoire et à l'exposition.

4 - Contraintes rencontrées

Ce travail a été marqué par plusieurs contraintes, qui ont influencé à la fois le temps de recherche et la manière d'aborder les sources. Elles peuvent se résumer en trois principaux obstacles :

1. L'ampleur du corpus : dépouiller plusieurs décennies de périodiques, de bulletins associatifs et de dossiers administratifs représentait un travail long et exigeant. Les documents étaient nombreux, souvent répétitifs, et il fallait parcourir des volumes entiers pour n'en extraire que quelques mentions réellement utiles. Certaines journées de dépouillement s'achevaient sans résultat probant, ce qui pouvait parfois générer une certaine lassitude.
2. L'accessibilité des fonds : l'accès aux archives n'a pas toujours été simple. Les photographies municipales, bien classées jusqu'aux années 1980, deviennent beaucoup plus difficiles à repérer par la suite, faute de classement systématique. De plus, les archives propres à l'Association pour l'Amitié entre Nanterre et Veliki Novgorod sont aujourd'hui dispersées et non classées, ce qui m'a empêché de restituer en détail l'histoire interne de l'association.
3. Les limites des entretiens oraux : sur une trentaine de personnes sollicitées, seules six ont accepté de témoigner. Leurs souvenirs, parfois imprécis, ne permettaient pas

toujours de revenir sur des faits précis. La disparition progressive des acteurs de l'association a renforcé cette difficulté : il n'était plus possible de recueillir directement la mémoire de ceux qui avaient contribué à sa création et à son fonctionnement. Enfin, la tentative d'obtenir un témoignage de l'ancien maire Patrick Jarry (en fonction de 2004 à octobre 2023) est restée sans réponse. Je souhaitais l'interroger directement sur les raisons pour lesquelles la municipalité n'avait pas rompu le jumelage après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Ce silence peut s'expliquer aussi bien par une simple indisponibilité liée à sa retraite que par une volonté de ne pas s'exprimer publiquement sur un sujet sensible.

En outre, je n'ai pas pu analyser la réception du jumelage par la population elle-même. Cette absence s'explique à la fois par le manque de sources directes (enquêtes, sondages, correspondances privées) et par des contraintes de temps : mener une telle étude aurait supposé un dispositif d'enquête spécifique que je ne pouvais pas mettre en place dans le cadre de ce stage.

5 - Arbitrages méthodologiques

Face aux contraintes rencontrées, j'ai dû faire plusieurs choix pour que le travail reste à la fois rigoureux et exploitable dans le cadre de l'exposition.

D'abord, j'ai choisi de privilégier les sources les plus riches et les plus continues, en particulier la collection de Nanterre Info. Ce magazine municipal, publié chaque mois sans interruption depuis les années 1970, s'est révélé central pour reconstituer la chronologie du jumelage et identifier ses moments forts. Les bulletins de l'Association France-URSS et les dossiers municipaux ont servi de compléments, mais c'est bien la presse locale qui a offert la trame la plus stable et la plus lisible.

Ensuite, face aux difficultés d'accès aux archives iconographiques postérieures aux années 1980, j'ai choisi de m'appuyer davantage sur les photographies publiées dans la presse. Ces images, même lorsqu'elles étaient mises en scène, permettaient au moins de documenter visuellement les échanges.

Enfin, concernant les témoignages oraux, le faible nombre de réponses m'a conduit à les utiliser avant tout comme éléments d'illustration et d'enrichissement, plutôt que comme base principale. Ils apportent une dimension humaine au récit, mais leur caractère partiel ou fragmentaire imposait de les croiser systématiquement avec les sources écrites.

Ces arbitrages n'ont pas été faits en vase clos. Si l'initiative de la recherche, la sélection des thèmes et le dépouillement des sources ont reposé en grande partie sur moi, j'ai régulièrement présenté mes avancées à ma tutrice de stage. Son accompagnement a été déterminant : elle m'a orienté dans mes choix, m'a aidé à hiérarchiser les priorités et a veillé à ce que le propos reste clair et accessible à un public non spécialiste. Elle a également joué un rôle essentiel pour garantir que l'exposition reste fidèle à l'esprit de l'association et à ses valeurs. En pratique, j'ai conduit la démarche scientifique et thématique, tandis que son apport a permis d'assurer la cohérence, la lisibilité et l'ancrage dans la réalité associative.

Enfin, un principe de neutralité a guidé l'ensemble du travail. Les documents consultés comme les témoignages recueillis ont été présentés pour leur valeur historique et mémorielle, sans prise de position. Même lorsqu'on m'a interrogé sur la manière d'aborder cette exposition dans le contexte actuel de guerre en Ukraine, j'ai rappelé qu'il s'agissait avant tout d'une démarche culturelle et historique, comparable à celle que l'on pourrait mener avec n'importe quelle autre ville jumelée de Nanterre, comme Watford ou Tlemcen.

Ces arbitrages ont permis de transformer un corpus abondant mais dispersé en une base cohérente, adaptée à l'objectif final : concevoir une exposition accessible, fidèle aux sources et respectueuse du contexte sensible dans lequel elle sera présentée.

6 - Résultats concrets

Le travail mené a abouti à la rédaction et à la structuration de six grands thèmes, conçus comme les grandes étapes du parcours d'exposition. Chaque thème a été pensé pour donner au visiteur une vue d'ensemble claire, qui mêle chronologie et aspects culturels, politiques ou humains de l'histoire du jumelage.

Les thèmes retenus pour l'exposition sont les suivants :

Thème 1 – Les cosmonautes : un signal venu de l'espace : ce premier panneau revient sur la visite des cosmonautes soviétiques à Nanterre en 1965. Cet événement marquant a symbolisé l'ouverture vers l'URSS et préparé le terrain du futur jumelage.

Thème 2 – L'histoire du jumelage et de l'Association pour l'Amitié Nanterre–Veliki Novgorod : le panneau retrace les circonstances de la signature officielle en 1974 et met en lumière les acteurs qui ont œuvré à la création de l'association, chargée de prolonger et de donner vie à ce partenariat.

Thème 3 – La jeunesse au cœur du jumelage : ce panneau met en avant les échanges scolaires et les séjours organisés, montrant combien la jeunesse a joué un rôle moteur dans la relation, en devenant un vecteur privilégié d'ouverture culturelle.

Thème 4 – La langue : apprendre à se comprendre : Il illustre l'importance de la langue dans les échanges, à travers l'enseignement du russe à Nanterre et, plus largement, le rôle de la communication comme condition essentielle des rencontres franco-russes.

Thème 5 – La culture comme passerelle : Ce thème rassemble les nombreuses initiatives culturelles qui ont jalonné le jumelage : concerts, expositions, spectacles ou projets artistiques, autant de moments où les habitants ont pu découvrir l'autre par la création.

Thème 6 – La paix, un idéal partagé : Ce dernier panneau n'a pas été placé en conclusion par hasard. Il rappelle la dimension symbolique et pacifiste du jumelage et porte, à travers lui, un message clair. En clôturant le parcours par ce thème, l'exposition s'inscrit dans la continuité de ce que les jumelages ont toujours défendu : la paix et le rapprochement entre les peuples, hier comme aujourd'hui, et demain encore.

Ces six thèmes suivent une progression logique, partir d'un événement fondateur spectaculaire, passer par la signature officielle, mettre en valeur les acteurs principaux, puis élargir la réflexion aux échanges culturels et à l'idéal de paix. L'ensemble propose au visiteur un récit clair et sensible de cinquante ans de jumelage.

Pour conclure sur les résultats concrets, je retiens également une petite satisfaction personnelle, celle d'avoir pu corriger une imprécision récurrente dans la mémoire locale. L'année de signature du jumelage était souvent indiquée comme 1975, alors qu'elle correspond en réalité à novembre 1974. Ce détail peut sembler anodin, mais il donne le sentiment que le dépouillement minutieux des sources n'a pas été mené en vain et qu'il a permis d'apporter une précision utile à l'histoire du jumelage.

7 - Compétences acquises

Au-delà du résultat concret de l'exposition, ce stage m'a permis d'acquérir plusieurs compétences, à la fois méthodologiques et personnelles :

- Le dépouillement d'archives et la lecture sélective : j'ai appris à parcourir rapidement de grandes quantités de documents, à repérer les passages utiles et à isoler les informations exploitables dans un corpus souvent redondant.

- La patience et la persévérance : travailler sur plusieurs centaines de numéros de périodiques ou sur des fonds photographiques mal classés m'a obligé à développer une certaine endurance intellectuelle et à accepter que certaines journées de recherche puissent se solder par peu de résultats.
- La conduite d'entretiens oraux : même si peu de personnes ont répondu, cette étape m'a offert une première expérience dans la prise de contact, la préparation de questions et la restitution de récits parfois fragmentaires, en essayant de rester fidèle à la parole recueillie.
- La gestion d'un projet culturel : j'ai suivi l'ensemble du processus, depuis la recherche documentaire jusqu'à la rédaction des textes d'exposition, en passant par le tri des sources et la sélection des visuels. Cette expérience m'a donné une vision d'ensemble du travail nécessaire à la valorisation d'un patrimoine local.
- La concertation avec un encadrement : le travail régulier avec ma tutrice m'a appris à tenir compte des attentes d'une structure associative, à présenter mes avancées pour validation et à adapter ma production afin qu'elle reste accessible à un public large.

8 - Réflexivité personnelle

Mon stage au sein de l'Association pour l'Amitié entre Nanterre et Veliki Novgorod s'est articulé autour d'une mission précise, la préparation de l'exposition du cinquantenaire. L'association poursuit aujourd'hui essentiellement son activité à travers les cours de russe animés par sa présidente, et elle repose sur l'engagement d'un petit noyau de bénévoles investis de longue date. Dans ce contexte, mon travail s'est naturellement concentré sur la recherche historique et la valorisation des sources, en apportant une contribution ponctuelle à la continuité du jumelage.

Avec le recul, j'ai constaté combien une structure de ce type peut être à la fois précieuse et fragile. Précieuse, parce qu'elle incarne une mémoire locale et permet de maintenir vivant un lien international tissé depuis plusieurs décennies. Fragile, parce qu'elle repose sur très peu de personnes, ce qui rend son avenir incertain et dépendant de leur engagement.

Ce stage a aussi été l'occasion de réfléchir à ma manière de faire de la recherche. Habitué à la facilité d'accès des ressources numériques, je n'avais encore jamais mené un travail aussi soutenu sur des documents exclusivement papier. Feuilletter un périodique des années 1970 ou manipuler un cliché fragile impose un rythme différent : plus lent, plus attentif, parfois frustrant.

Les journées sans découverte particulière faisaient partie du processus, mais elles rendaient les trouvailles d'autant plus significatives.

Cette expérience m'a appris que la recherche n'est pas seulement une quête d'informations. C'est aussi un rapport au temps et à la mémoire, qui demande patience, endurance et sélection. En organisant et en restituant les sources de manière claire et neutre, j'ai compris que mon rôle ne se limitait pas à collecter des données : il s'agissait aussi de transmettre une histoire locale à un public contemporain.

Conclusion

Pour conclure, ce mémoire démontre que le jumelage Nanterre–Veliki Novgorod a traversé un demi-siècle en s’adaptant aux contextes successifs. Pensé en 1974 comme un instrument d’action municipale et une vitrine d’internationalisme militant, il s’est progressivement mué en un cadre de mémoire et de transmission. Sa persistance en 2025 tient moins à son activité qu’à la valeur symbolique et affective que lui accordent encore celles et ceux qui l’ont porté.

Dans les années 1970 et 1980, ce lien reposait sur une municipalité communiste solidement implantée, sur le relais de l’Association France–URSS et sur une politique d’échanges centrée sur la jeunesse et la culture. Après 1991, la fin de l’URSS et la disparition de France–URSS ont transféré l’initiative à l’Association pour l’Amitié Nanterre–Novgorod, réduisant la portée mais assurant la continuité. Dans les années 2000, la diversification des mobilités internationales – Erasmus, voyages low-cost, échanges numériques – a marginalisé les comités de jumelage et accentué le vieillissement des réseaux militants. Enfin, la pandémie et la guerre en Ukraine ont figé une relation déjà ralentie : la municipalité a condamné l’invasion, tout en maintenant officiellement le lien, privilégiant la discrétion à la rupture.

Aujourd’hui, si le jumelage perdure, c’est parce qu’il ne coûte rien, qu’il ne dérange pas et qu’il conserve une valeur mémorielle. Le déclin était perceptible bien avant 2022 : même sans la guerre, il aurait sans doute évolué vers l’état symbolique qui est le sien aujourd’hui. On peut ainsi considérer que les jumelages sont, pour une large part, passés de mode. Les municipalités se tournent désormais vers d’autres coopérations, plus stratégiques et mieux adaptées à la mondialisation – « villes-monde », partenariats thématiques ou économiques.

Pourtant, le modèle ne disparaît pas : il se réinvente. Nancy a signé un accord avec Krasnodar en 2017²⁶, sans lien avec une quelconque tradition militante. Nanterre a renoué avec la pratique en août 2024, en concluant son premier jumelage depuis trente-cinq ans avec Spanish Town, en Jamaïque, centré sur le sport, la culture, l’éducation et la transition écologique. Depuis 2022, plusieurs jumelages de « soutien » ont même vu le jour dans la région parisienne, en réponse à

²⁶Mazeaud, G. (2017, 28 octobre). *Nancy — Jumelage : Les villes de Krasnodar et de Nancy sont fiancées*. L’Est Républicain. <https://www.estrepublicain.fr/edition-de-nancy-ville/2017/10/28/les-villes-de-krasnodar-et-de-nancy-sont-fiancees>

la guerre en Ukraine²⁷ (Palaiseau avec Boiarkan, Santeny avec Krouty, Vélizy-Villacoublay avec Hostomel) Ces initiatives confirment que le jumelage ne s’efface pas : il change de finalité et se réinvente au gré des contextes.

En définitive, le jumelage Nanterre–Novgorod subsiste parce qu’il n’engage pas de moyens financiers et qu’il conserve une valeur affective pour celles et ceux qui l’ont vécu. Moins mobilisateur qu’autrefois, il reste une trace vivante de l’histoire et un rappel que, malgré les crises et les mutations de la diplomatie locale, les sociétés continuent de chercher des passerelles de dialogue et de rencontre. Pour ma part, je considère que les jumelages demeurent précieux dès lors qu’ils favorisent le rapprochement entre les peuples. Ils sont des traces d’amitié et de paix « par le bas », qu’il importe de maintenir vivantes. À travers ce mémoire et cette exposition, j’espère avoir contribué, même modestement, à prolonger le lien entre Nanterre et Veliki Novgorod.

²⁷Parny, L. (2023, 6 décembre). *Île-de-France : six nouvelles villes jumelées avec des communes ukrainiennes*. Le Parisien. <https://www.leparisien.fr/val-de-marne-94/ile-de-france-six-nouvelles-villes-jumelees-avec-des-communes-ukrainiennes-06-12-2023-2SUF3RQKS5AXBFJKNWJCYV5OQ.php>

Bibliographie

- Archives communales de Nanterre – Dossier Cosmonautes soviétiques à Nanterre, cote 2FI (1965).
- Archives communales de Nanterre – Dossier Novgorod, cote 67W (1974–2005).
- Bluszez, Fabrice. « Ile-de-France : Russie, des jumelages suspendus. » *Paris Dépêches*, 21 mars 2022, parisdepeches.fr/16-Politique/128-75_Paris/15327-Ile_de_France_Russie_des_jumelages_suspendus.html.
- Defrance, Corine. « Les jumelages franco-allemands. » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 95, 2007, pp. 89-102. Presses de Sciences Po.
- Defrance, Corine. « L'Association France–URSS : vecteur de diplomatie culturelle. » In *Relations culturelles internationales au XXe siècle*. Paris, OpenEdition Books, 2007.
- Hobsbawm, Eric, et Terence Ranger, éd. *The Invention of Tradition*. Cambridge, Cambridge University Press, 1983.
- Marrel, Guillaume. « Dijon–Volgograd et la mémoire de guerre : un jumelage pionnier. » *Communication*, années 2000.
- Mazeaud, G. (2017, 28 octobre). *Nancy — Jumelage : Les villes de Krasnodar et de Nancy sont fiancées*. L'Est Républicain. <https://www.estrepublicain.fr/edition-de-nancy-ville/2017/10/28/les-villes-de-krasnodar-et-de-nancy-sont-fiancees>
- Mischi, Julian. *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*. Marseille, Agone, 2014.
- *Nanterre Information*. Février–mars 1974 : annonce officielle du jumelage avec Novgorod.
- Nye, Joseph S. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York, PublicAffairs, 2004.
- Ouest-France. « Nous, maires, voulons être des architectes de paix. » *Ouest-France*, 2 avr. 2022, www.ouest-france.fr/europe/ukraine/tribune-nous-maires-voulons-etre-des-architectes-de-paix-931e3ea6-b110-11ec-9e99-36695c34ef7c.
- Parny, L. (2023, 6 décembre). *Île-de-France : six nouvelles villes jumelées avec des communes ukrainiennes*. Le Parisien. <https://www.leparisien.fr/val-de-marne-94/ile-de-france-six-nouvelles-villes-jumelees-avec-des-communes-ukrainiennes-06-12-2023-2SUF3RQKS5AXBFJKANWJCYV5OQ.php>
- Paquin, Stéphane. *La paradiplomatie : Les relations internationales des régions*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2004.

- Pudal, Bernard. *Prendre parti : Pour une sociologie historique du PCF*. Paris, Presses de la FNSP, 1989.
- Le service éducatif pour les écoles primaires des Archives municipales de Montbéliard. « Montbéliard, Ludwigsburg : deux villes au cœur d'un jumelage. » *Culture Humaniste*, no. 2, janv. 2017.
- Suvorova, A. V. « Межмуниципальное сотрудничество в России: проблемы и перспективы развития. », 2024.
- Vion, Antoine. « La diplomatie des villes. » *Critique internationale*, vol. 1, no. 1, 1998, pp. 69-83.
- Wolikow, Serge, éd. *Les jumelages de villes : histoire et enjeux*. Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2010.

Annexes

Sources consultées :

Mes recherches m'ont conduit à consulter un ensemble très large de fonds, répartis entre plusieurs institutions locales et nationales. Cette exploration systématique a inclus :

Archives communales de Nanterre

- **Bulletin municipal de Nanterre**, juillet 1965 : compte rendu officiel de la réception et des discours.
- **Dossier « Cosmonautes soviétiques à Nanterre »** (cote 2FI, 1965).
- **Dossier « Novgorod »** (cote 67W, 1974–2005).
- **L'Éveil**, 24 juin 1965 (n° 988 : annonce de la visite des cosmonautes).
- **L'Éveil**, 1er juillet 1965 (n° 987 : compte rendu de la visite des cosmonautes).
- **Nanterre Information (1970–2025)** : périodique municipal, consulté en continu.
- **Programme officiel de la réception des cosmonautes soviétiques à Nanterre (27 juin 1965)**.

Société d'Histoire de Nanterre

- **Fonds photographique**, dossier « Jumelages » (photographies).
- **Nanterre Information (1970–2025)** : collection consultée en complément de celle des archives communales.

Archives nationales – Site de Pierrefitte-sur-Seine

- **Association France–URSS**, documents officiels (cote 88AS/1, 1956–1992).

- **Direction générale de l'administration – Jumelages avec l'Europe de l'Est** (1958–1971, cotes 19780663/1–3).
- **Direction générale de l'administration – Jumelages entre communes françaises et étrangères** (1971–1981, cotes 19860282/1–3).
- **Fonds de l'Association France–URSS** (1932, 1945–1992, cotes 88AS/1–268).

Bibliothèque d'histoire sociale Souvarine

- **Fédération mondiale des cités unies – FMVJ** (cote BS_DOS FMV_1).
- **France–URSS, magazines nationaux** (1970–1990).
- **Parti communiste français – URSS** (cote BS_DOS PCF_36).
- **URSS (154) : Jumelage** (cote BS_DOS URS_154).

Archives départementales des Hauts-de-Seine

- France-URSS. Hauts-de-Seine (1970–1990).

La Contemporaine

- France–URSS Magazine (cote 4 P 4183).
- Périodiques France–URSS (Hauts-de-Seine).
- Новгород = Novgorod [фотоальбом] (cote Q 14733).

Annexe 2

Sources utilisées

Archives communales de Nanterre

- *Bulletin municipal de Nanterre*, juillet 1965 : compte rendu officiel de la réception et des discours.
- *Dossier « Cosmonautes soviétiques à Nanterre »* (cote 2FI, 1965).
- *Dossier « Novgorod »* (cote 67W, 1974–2005).
- *L'Éveil*, 24 juin 1965 (n° 988 : annonce de la visite des cosmonautes).
- *L'Éveil*, 1er juillet 1965 (n° 987 : compte rendu de la visite des cosmonautes).
- *Nanterre Information* (1970–2025) : périodique municipal, consulté en continu.
- Programme officiel de la réception des cosmonautes soviétiques à Nanterre (27 juin 1965).

Société d'Histoire de Nanterre

- Fonds photographique, dossier « Jumelages » (photographies).

- *Nanterre Information* (1970–2025) : collection consultée en complément de celle des archives communales.

Archives nationales – Site de Pierrefitte-sur-Seine

- Association France–URSS, documents officiels (cote 88AS/1, 1956–1992).